



Assemblée générale

Distr. générale
14 avril 2011
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 112 c) de l'ordre du jour

Élections aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres élections :

élection de quinze membres du Conseil

des droits de l'homme

Note verbale datée du 14 avril 2011, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau du Président de l'Assemblée générale et, se référant à la décision du Gouvernement géorgien de présenter sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2011-2014, et en application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, a l'honneur de lui faire tenir ci-joint un exposé des engagements que la Géorgie a volontairement pris en faveur de la promotion et de la défense des droits de l'homme (voir annexe).



**Annexe à la note verbale datée du 14 avril 2011
adressée au Président de l'Assemblée générale
par la Mission permanente de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de la Géorgie au Conseil des droits
de l'homme (2011-2014)**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

1. La Géorgie a l'honneur de présenter sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour le mandat couvrant la période 2011-2014, confirmant ainsi son attachement à la protection et à la promotion des droits de l'homme. Jeune démocratie dont le bilan en matière de droits de l'homme ne cesse de s'améliorer, la Géorgie peut jouer un rôle important dans les travaux que mène le Conseil pour renforcer les droits de l'homme aux niveaux international, régional et national.
2. La Géorgie confirme son soutien sans faille à tous les rouages du mécanisme des droits de l'homme de l'ONU et assure qu'elle est prête à jouer un rôle dynamique dans le système de protection des droits de l'homme de l'Organisation.
3. Au niveau national, depuis la Révolution des roses de 2003, la Géorgie s'est attelée sans relâche à l'édification d'un État fondé sur les valeurs de la démocratie, la primauté du droit et le respect des droits et des libertés fondamentales. Ses initiatives visant à se débarrasser de l'héritage soviétique lui ont valu d'occuper la place d'un pays éminemment réformateur dans le classement de bien des institutions financières internationales. Par sa volonté de réforme, la Géorgie est devenue un acteur responsable sur l'échiquier international.
4. Réaffirmant sa détermination à protéger et à promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, la Géorgie prend volontairement les engagements ci-après :

Au niveau international

- Coopérer pleinement avec le Conseil des droits de l'homme comme prescrit dans la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et promouvoir ses travaux, notamment dans des zones de conflit à travers le monde, afin de mieux assurer le respect et l'application des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, en particulier pour les groupes les plus vulnérables.
- Coopérer activement avec le mécanisme d'examen périodique universel et contribuer à ce qu'il soit efficace. À cet égard, la Géorgie présentera, à titre facultatif, un rapport à moyen terme sur la suite donnée aux recommandations de l'examen périodique universel qui avaient été acceptées, conformément à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme. La Géorgie s'est soumise à la procédure d'examen d'une manière ouverte et constructive en janvier 2011.
- Coopérer pleinement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et soutenir ses activités.

- Coopérer étroitement avec d'autres organes compétents en matière de droits de l'homme, notamment au sein des Nations Unies et de ses institutions apparentées, ainsi qu'avec l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et leurs organes compétents.
- Continuer de se porter coauteur d'importantes résolutions de l'Assemblée générale consacrées à des instruments universels relatifs aux droits de l'homme et à l'aide humanitaire.
- Coopérer pleinement avec les organes de suivi des traités, soumettre des rapports nationaux en temps utile et tenir compte des observations et recommandations finales pertinentes.
- Adresser une invitation ouverte aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, recevoir leur visite de manière constructive, et coopérer au suivi des visites et contribuer au renforcement du système de procédures spéciales.
- Envisager la possibilité de ratifier les instruments internationaux et régionaux auxquels elle n'est pas encore partie (pour une liste des instruments ratifiés, voir appendice), tels que :
 - La Convention relative aux droits des personnes handicapées et son protocole facultatif;
 - La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées;
 - Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
 - La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille;
 - La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

Au niveau national

- Promouvoir davantage l'égalité entre les sexes, les droits des femmes et l'élimination de la violence familiale, notamment en appuyant les travaux du Conseil parlementaire chargé de l'égalité des sexes et la mise en œuvre du Plan d'action national sur l'égalité des sexes, élaboré en coopération avec la société civile et les organisations internationales.
- Orienter de nouveaux efforts vers la protection des droits de l'enfant et assurer la mise en œuvre du Plan d'action national en faveur de la protection de l'enfance, en mettant l'accent notamment sur les institutions de protection de l'enfance, y compris les systèmes de soins de substitution et les programmes destinés aux enfants sans abri et aux enfants des rues.
- Poursuivre son action visant à renforcer la protection et la défense des droits des minorités en appuyant la mise en œuvre du Plan d'action national quinquennal sur la notion nationale de tolérance et d'intégration civile, élaboré en coopération avec le Conseil des minorités ethniques du Bureau du

défenseur public et le Conseil intersectoriel de la tolérance et de l'intégration civile.

- Soutenir les efforts de prévention, de protection des victimes et de répression de la traite des êtres humains, en s'attachant sans cesse à améliorer l'efficacité de son mécanisme national d'orientation des victimes, en établissant plus de centres d'accueil des victimes et en veillant à se doter d'un arsenal législatif complet pour combattre la traite.
- Rester fermement résolu à assurer une protection contre la discrimination et à la prévenir sous toutes ses formes.
- Poursuivre la collaboration avec le Bureau du défenseur public pour lutter efficacement contre les cas de mauvais traitements et pour s'attacher à les éliminer dans tous les types de centres de détention.
- Favoriser davantage l'harmonisation des lois nationales avec les normes internationales en matière de droits de l'homme, notamment en appliquant en temps utile les recommandations de l'examen périodique universel qui avaient été acceptées.
- Continuer à appuyer les travaux des conseils nationaux de coordination interinstitutions ainsi que la participation de la société civile, des organismes publics et des organisations internationales à l'élaboration et à l'application de la politique en matière de droits de l'homme en Géorgie.
- Soutenir l'action constructive des partenaires internationaux engagés dans le dialogue national sur les droits de l'homme pour assurer l'échange des meilleures pratiques et des enseignements tirés de l'expérience.
- Observer les normes les plus strictes en matière de promotion et de protection des droits de l'homme.

Appendice

Instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels la Géorgie est partie

Conventions universelles relatives aux droits de l'homme

1. Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne
2. Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer
3. Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre
4. Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre
5. Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)
6. Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II)
7. Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide
8. Convention sur les droits politiques de la femme
9. Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale
10. Pacte international relatif aux droits civils et politiques
11. Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
12. Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques
13. Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
14. Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants
15. Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
16. Convention relative aux droits de l'enfant
17. Amendement à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant
18. Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort
19. Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale
20. Statut de Rome de la Cour pénale internationale
21. Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

22. Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés
23. Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants
24. Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Convention de l'Organisation internationale du Travail

1. Convention concernant le travail forcé (Convention n° 29)
2. Convention concernant les congés annuels payés (Convention n° 52)
3. Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (Convention n° 87)
4. Convention concernant le service de l'emploi (Convention n° 88)
5. Convention concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective (Convention n° 98)
6. Convention sur l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale (Convention n° 100)
7. Convention sur l'abolition du travail forcé (Convention n° 105)
8. Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (Convention n° 111)
9. Convention concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale (Convention n° 117)
10. Convention concernant la politique de l'emploi (Convention n° 122)
11. Convention concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (Convention n° 138)
12. Convention concernant le rôle de l'orientation et de la formation professionnelle dans la mise en valeur des ressources humaines (Convention n° 142)
13. Convention concernant la protection du droit d'organisation et les procédures de détermination des conditions d'emploi dans la fonction publique (Convention n° 151)
14. Convention concernant le bien-être des gens de mer, en mer et dans les ports (Convention n° 163)
15. Convention concernant les agences d'emploi privées (Convention n° 181)
16. Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination (Convention n° 182)

Conventions du Conseil de l'Europe relatives aux droits de l'homme

1. Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et ses protocoles additionnels (y compris le Protocole n° 14)
 2. Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme
 3. Convention européenne sur le statut juridique des enfants nés hors mariage
 4. Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel
 5. Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants
 6. Protocole n° 1 à la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants
 7. Protocole n° 2 à la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants
 8. Sixième Protocole à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe
 9. Charte sociale européenne (révisée)
 10. Convention-cadre pour la protection des minorités nationales
 11. Convention pour la protection des droits de l'homme et la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine : Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine
 12. Protocole additionnel à la Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains
 13. Protocole n° 1 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales
 14. Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine
 15. Protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine, relatif à la recherche biomédicale
 16. Convention sur la lutte contre la traite des êtres humaines
-